

**improve**

Conseil  
en immobilier  
d'entreprise

01 81 72 00 00  
improve.fr

# MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

LYON

INVESTISSEMENT - BUREAUX - ACTIVITES

**T1 2026**

# 01

## L'essentiel du marché

### 88 M€

#### INVESTISSEMENT METROPOLE LYON

Les données communiquées par le CECIM indiquent un montant total investi de 88 millions d'euros, soit une progression de 14 % par rapport à T1 2025 (76,7 M€).

Néanmoins, ce résultat reste significativement inférieur de 49 % à la moyenne quinquennale.

### 66 %

#### PART DU BUREAU

Le bureau demeure la classe prépondérante, avec 58 millions d'euros investis à travers 5 deals.

Ce volume affiche une hausse annuelle de 49 %, mais il reste inférieur de 49 % à la moyenne quinquennale, signe que le marché tourne encore largement au ralenti.

### 18 %

#### PART DE LA LOGISTIQUE

Le compartiment logistique constitue la deuxième classe d'actif visée par les investisseurs, avec 16 millions d'euros investis au T1 2026.

Ce volume acte une hausse annuelle spectaculaire de 143 %. Cependant, cette progression doit être nuancée, car elle repose exclusivement sur un unique deal (un nombre similaire au T1 2025).

### 30 898 m<sup>2</sup>

#### DEMANDE PLACÉE BUREAUX

Au premier trimestre 2026, le marché des bureaux lyonnais apparaît en grande difficulté.

La demande placée s'élève à 30 898 m<sup>2</sup>, soit l'un des pires démarrages jamais enregistrés.

### 71 %

#### PART DU SECTEUR LYON INTRAMUROS

La hiérarchie des secteurs géographiques se maintient sous l'effet des préférences des utilisateurs, mais tous sans exception sont impactés par la baisse d'activité. Lyon intramuros conserve sa première place dans le classement, avec 21 787 m<sup>2</sup> commercialisés (-32 % en un an).

### 63 997 m<sup>2</sup>

#### DEMANDE PLACÉE LOCAUX D'ACTIVITES

À l'inverse du marché des bureaux, le marché des locaux d'activités de la région lyonnaise affiche sa résilience au T1 2026.

Avec près de 64 000 m<sup>2</sup> commercialisés en 3 mois, la demande placée affiche une hausse de 11 % par rapport au T1 2025.

# 02

## L'actualité économique

### Un printemps sous tension

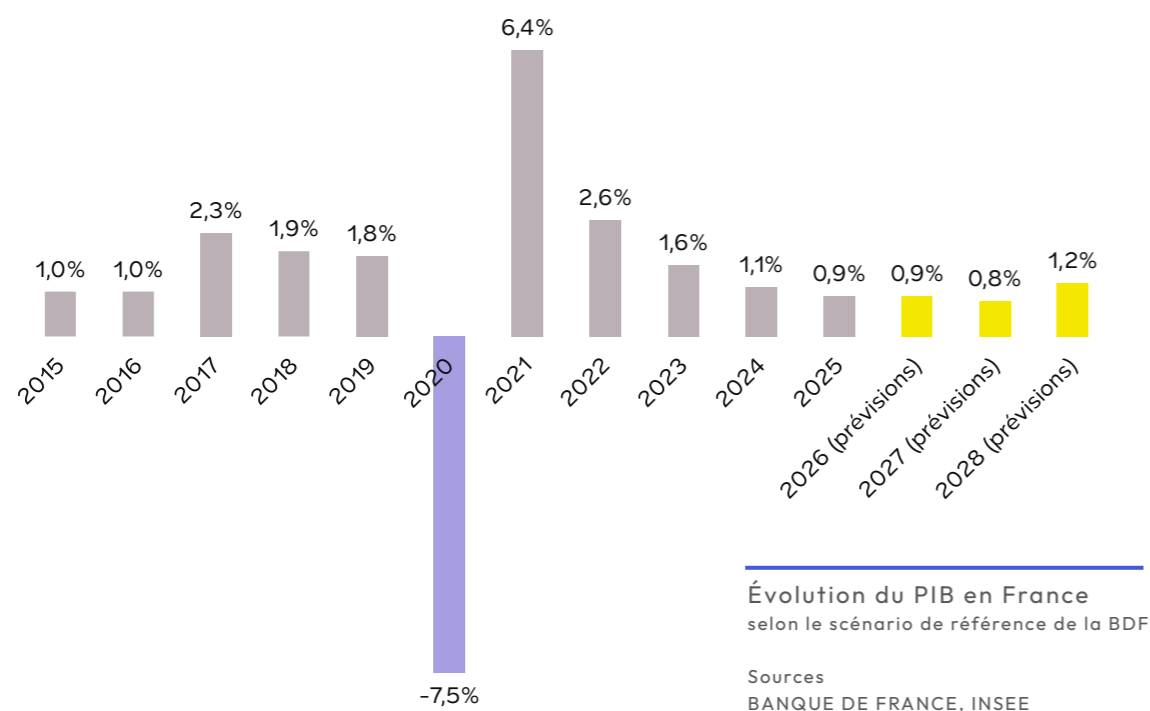
Loin d'avoir apaisé les tensions géopolitiques ayant émaillé l'actualité tout au long de l'année 2025, le premier trimestre 2026 enregistre une nouvelle escalade avec successivement l'arrestation du président vénézuélien par les États-Unis d'Amérique, l'intensification des tensions transatlantiques au sujet des velléités expansionnistes américaines au Groenland et de nouveaux affrontements au Darfour et au Tigré. Ces tensions ont atteint leur paroxysme avec les bombardements américains et israéliens et les répliques iraniennes, provoquant une nouvelle guerre au Moyen-Orient.

La guerre en Iran et ses conséquences sur la production d'hydrocarbures et le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz ont provoqué un vent de panique sur les places financières : flambée des prix du pétrole en mars, chute du cours de l'or (-17 % entre fin janvier et fin mars), forte volatilité des indices boursiers...

Si l'annonce, le 8 avril, d'un cessez-le-feu de deux semaines avait permis un reflux du prix du baril de pétrole sous la barre des 100 dollars et aux métaux précieux de retrouver des couleurs, l'échec des pourparlers pour mettre fin à la guerre a fait replonger

les bourses dans le rouge dès l'ouverture des marchés le 13 avril. Une intensification du conflit pourrait rapidement provoquer une nouvelle hausse des prix du pétrole : certains analystes estiment qu'un blocus du détroit pourrait faire croître le prix du baril à plus de 140 \$, voire dépasser son niveau record de 2008.

Dans ce contexte particulièrement incertain, la Banque centrale européenne (BCE) maintient, pour le moment, ses taux directeurs inchangés : depuis juin 2025, le taux de dépôt demeure à 2,00 % (-50 points de base sur un an).



Toutefois, un resserrement monétaire en cours d'année 2026 apparaît de plus en plus probable à mesure que le spectre inflationniste se rapproche. Par ailleurs, un regain d'inflation a été enregistré dès mars en zone euro (+ 2,5 % en mars, plus forte hausse depuis octobre 2022) et il devrait vraisemblablement s'amplifier au deuxième trimestre.

Ce contexte géopolitique tendu impacte directement l'économie européenne : la BCE a dégradé ses prévisions de croissance dans la zone euro pour l'année 2026 à seulement 0,9 % contre 1,2 % dans ses prévisions précédemment établies en décembre 2025. En outre, les incertitudes sont telles que l'institution européenne a également établi deux scénarios plus défavorables pour anticiper de nouvelles dégradations de la conjoncture internationale. Dans l'hypothèse la plus sévère, la croissance serait quasi nulle, à + 0,4 %.

La France n'échappe naturellement pas à ces turbulences mondiales : la Banque de France a aussi abaissé ses prévisions de croissance pour l'année 2026 (+ 0,9 % contre + 1,0 % précédemment) et établi des hypothèses dégradées où le PIB ne progresserait annuellement que de 0,6 %, voire 0,3 % pour le scénario le plus défavorable.

Ces incertitudes renforcées provoquent également une nouvelle hausse des obligations assimilables du Trésor (OAT) à 10 ans. Après avoir enregistré un léger reflux en janvier puis en février (3,3 % au 27 février), l'OAT a culminé à 3,92 % le 27 mars, soit sa plus haute valeur depuis 2011, au plus fort de la crise des dettes souveraines dans la zone européenne. Si l'annonce d'un accord de cessez-le-feu de deux semaines avait permis de voir l'OAT redescendre à 3,62 % le 8 avril, l'échec des pourparlers a provoqué une remontée à 3,77 % le 13 avril. Après s'être contracté à moins de 60 points de base (pb) fin février, le spread avec l'indice de référence du Bund allemand a progressé en mars jusqu'à 83 pb, avant de progressivement se stabiliser en avril au-dessus des 70 pb.

En dépit des efforts budgétaires annoncés par le gouvernement français, les incertitudes sont telles que l'OAT pourrait continuer de croître et le spread de se creuser en fonction de l'évolution du conflit et d'un potentiel choc pétrolier.

Outre ces sujets financiers, l'économie française est soumise à d'autres menaces préoccupantes en ce début d'année, au premier rang desquelles figurent la hausse des défaillances d'entreprises. En effet, selon la dernière étude d'Altaris, près de 19 000 défaillances ont été enregistrées au premier trimestre 2026, en progression annuelle de 6,4 %. Ces dernières représentent une menace pour plus de 75 000 emplois, un niveau jamais atteint depuis 2009 et les conséquences de la crise économique mondiale de 2008. En parallèle, le taux de chômage en France (hors Mayotte) continue également de croître et atteint 7,9 % au quatrième trimestre 2025, en progression annuelle de 60 points de base.

Tous ces sujets d'inquiétude provoquent une dégradation de la confiance des chefs d'entreprises. En mars, l'indicateur synthétique du climat des affaires baisse à 96,9 points alors qu'il avait quasi atteint sa moyenne de longue période en janvier, à 99,4 points. La confiance des ménages n'est pas épargnée et recule également mensuellement de 2 points pour atteindre 89 points en mars.

Cette conjoncture économique défavorable a fortement impacté le marché de l'immobilier d'entreprise au premier trimestre et la situation pourrait encore s'aggraver en fonction de l'évolution du conflit en Iran et de ses conséquences sur l'inflation et les taux.

Sources : BANQUE CENTRALE EUROPEENNE, BANQUE DE FRANCE, EUROSTAT, INSEE, S&P GLOBAL, LES ECHOS, IMPROVE

#### Chiffres-clés source INSEE

+ 7,9 %  
▲ Taux de chômage au T4 2025

4,48 %  
▼ Taux d'usure pour le T2 2026 Prêts à taux fixe d'une durée comprise entre 10 ans et moins de 20 ans

89  
▼ Confiance des ménages Mars 2026

96,9  
► Climat des affaires Mars 2026

# 03

▼ **1,86 milliard €**  
Investissement en France  
(tous types d'actif)

**-48 %**  
Evolution annuelle



## L'investissement en France

### L'investissement suspendu à la situation au Moyen-Orient

Le rebond des engagements au quatrième trimestre 2025 (plus de 5,6 milliards d'euros) avait permis d'espérer une reprise durable du marché de l'investissement en immobilier d'entreprise (bureaux, locaux commerciaux, entrepôts logistiques et locaux industriels) après trois années de fort ralentissement. Malheureusement, la nouvelle dégradation de la conjoncture internationale a contraint les investisseurs à retrouver des postures plus attentistes.

Seulement 1,86 milliard d'euros ont été engagés en France au cours du premier trimestre 2026, un volume en repli annuel plus que conséquent (-48 %). Pour rappel, les premiers mois de l'année 2025 avaient été marqués par plusieurs opérations de très grande envergure telles que les *trophy assets* de KERING ou la Tour Trinity à La Défense. Comparé à la moyenne quinquennale, ce ralentissement est également important, de l'ordre de 52 % (à période comparable).

L'acquisition du 91 Champs-Élysées (4 200 m<sup>2</sup> à dominante commerce) par FONCIÈRE RENAISSANCE et MIMCO auprès de l'URSSAF pour environ 320 millions d'euros est la principale transaction de ce début d'année et la seule signature supérieure à 300 millions d'euros. L'arbitrage du BHV Marais en faveur de BROOKFIELD, la cession du 83 Marceau au profit de HINES et l'acquisition du 46 Notre-Dame-des-Victoires par BARINGS sont les trois autres grandes opérations (> 100 M€). Ces quatre signatures concentrent plus de 50 % de l'investissement national, soit près de 940 millions d'euros, un volume en recul annuel de 49 % (à périmètre constant).

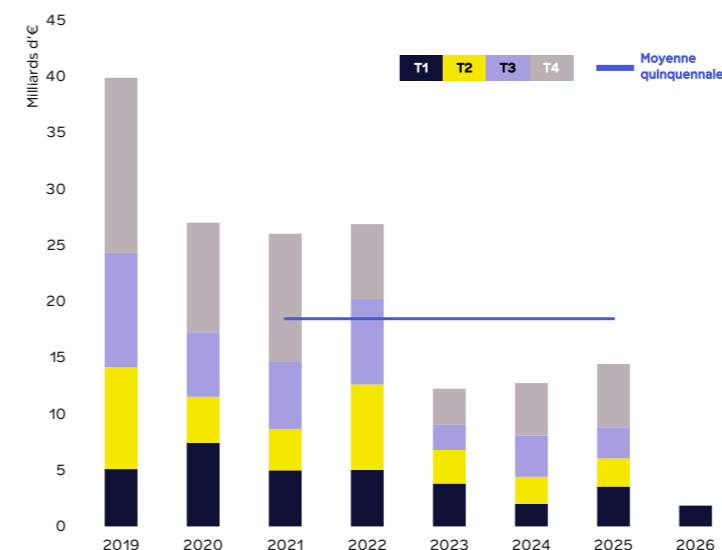
L'attentisme des investisseurs est visible sur tous les segments de marchés : seulement 2 transactions comprises entre 50 et 100 millions d'euros ont été actées pour un total de 159 millions d'euros (-44 % sur un an). Le ralentissement est encore plus important sur la tranche inférieure : moins de 330 millions d'euros ont été engagés dans des opérations comprises entre 20 et 50 millions d'euros, soit un recul annuel de 62 %. Enfin, les petites signatures (< 20 millions d'euros) sont plus résilientes et ne se replient que de 23 % sur un an, avec 434 millions d'euros investis au premier trimestre 2026.

Plus que jamais, les perspectives d'évolution du marché paraissent incertaines. L'instabilité de la situation en Iran ne permet pas d'évaluer précisément son impact sur l'économie mondiale, en particulier après l'échec

des premières négociations pour une fin du conflit. Une intensification des affrontements pourrait provoquer une nouvelle phase inflationniste majeure, potentiellement aggravée par un choc pétrolier de grande ampleur, et ainsi contraindre les banques centrales à revenir à une politique de resserrement monétaire, entraînant mécaniquement l'OAT à la hausse. Une telle remontée du marché obligataire comprimerait la prime de risque et porterait un nouveau coup d'arrêt au marché de l'investissement en immobilier d'entreprise.

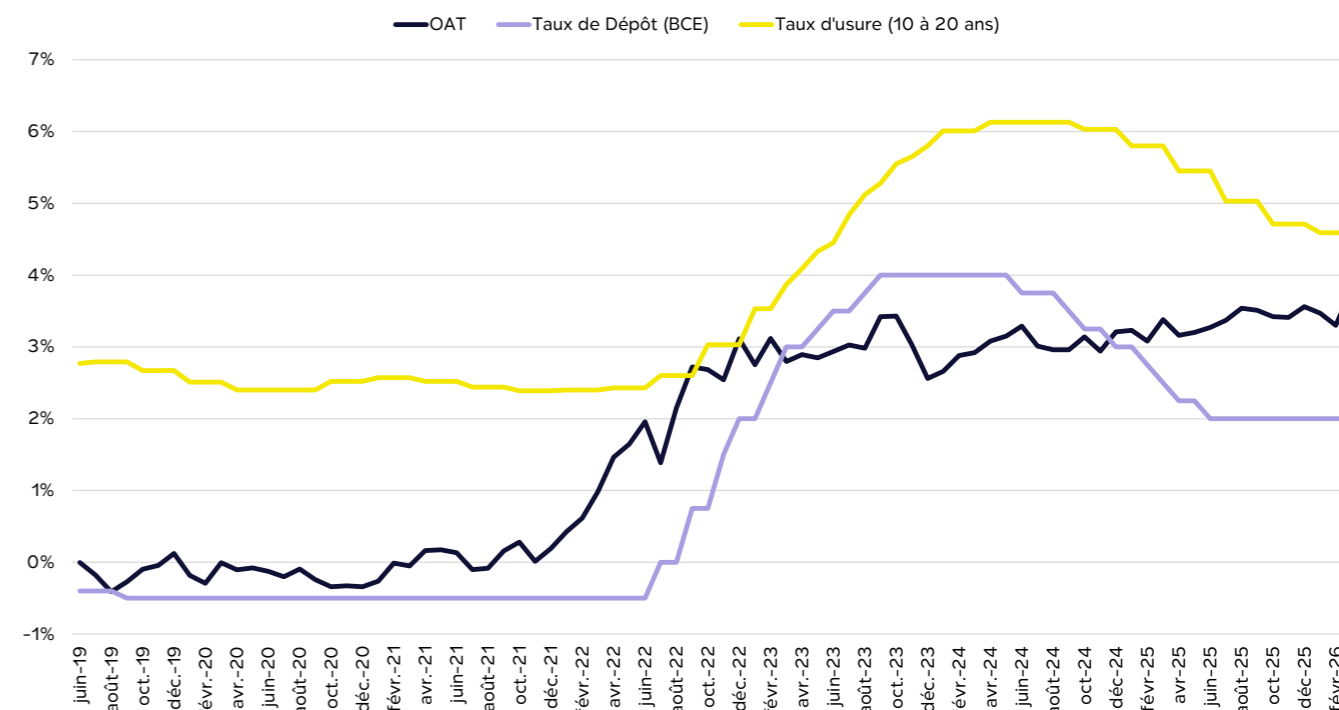
Cependant, certains motifs d'espoir demeurent : tout d'abord, plusieurs transactions majeures sont actuellement sous promesse et certaines se sont même d'ores et déjà signées pendant la première quinzaine d'avril à l'instar de la cession du Marignan (29 Champs-Élysées) par GECINA pour plus de 400 millions d'euros. Par ailleurs, dans cette période de fortes incertitudes, les actifs *prime*, et tout particulièrement ceux situés dans le Quartier central des affaires de la capitale, pourraient faire office de valeurs refuges et ainsi attirer certains investissements en particulier au regard de la forte volatilité actuelle des valeurs boursières.

Sources  
IMMOSTAT, IMPROVE



Historique des montants investis en France

Sources  
IMMOSTAT, IMPROVE



Évolution des taux (à fin de période)

Sources  
BANQUE DE FRANCE, BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

**88 millions €**  
Investissement dans la Métropole de Lyon  
(tous types d'actif)

**+14 %**  
Evolution annuelle  
Sources : CECIM, IMMPROVE.



# 04

## L'investissement dans la métropole lyonnaise

### Un timide démarrage

Le marché de l'investissement en immobilier d'entreprise dans la métropole lyonnaise affiche une dynamique en demi-teinte au premier trimestre 2026.

Les données communiquées par le CECIM indiquent un montant investi de 88 millions d'euros sur les trois premiers mois de l'année 2026, soit une progression encourageante de 14 % par rapport au T1 2025 (76,7 M€). Néanmoins, ce résultat reste significativement inférieur de 49 % à la moyenne quinquennale.

Cela traduit les difficultés auxquelles le marché de l'investissement reste confronté dans un environnement politique et économique dégradé. En l'absence de visibilité, la prudence des investisseurs se manifeste par une sélectivité accrue et la raréfaction des deals d'envergure sur le marché lyonnais.

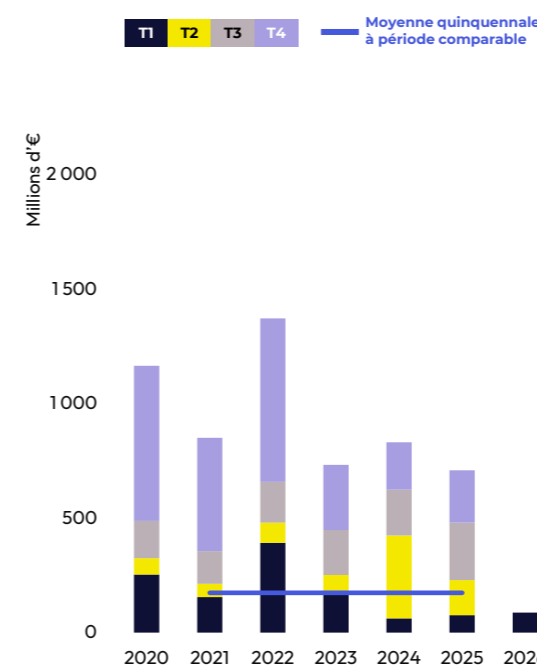
Concernant la répartition des montants par type d'actif, le bureau demeure la classe prépondérante, avec 58 millions d'euros investis à travers 5 deals. Ce volume affiche une hausse annuelle de 49 %, mais il reste inférieur de 49 % à la moyenne quinquennale, signe que le marché tourne encore largement au ralenti. D'autant plus que ce résultat trimestriel repose quasi exclusivement sur une unique signature et demeure, à ce titre, fragile. Le CECIM comptabilise, en effet, l'opération du promoteur lyonnais DCB INTERNATIONAL qui cède 13 000 m<sup>2</sup> de bureaux situés dans la tour Part-Dieu à une entité de son propre groupe, pour un montant proche de 49 millions d'euros. Dans ce contexte de marché tendu, les produits *core* situés dans les secteurs prime (Part-Dieu notamment) conservent toute leur attractivité, à l'inverse des actifs en périphérie.

Le compartiment logistique constitue la deuxième classe d'actif visée par les investisseurs, avec 16 millions d'euros investis au T1 2026. Ce volume acte une hausse annuelle spectaculaire de 143 %. Cependant, cette progression doit être nuancée, car elle repose exclusivement sur un unique

deal (un nombre similaire au T1 2025). La configuration du marché est ainsi similaire à celle observée sur la typologie des bureaux, caractérisé par la raréfaction des deals et une hyperselectivité des acteurs.

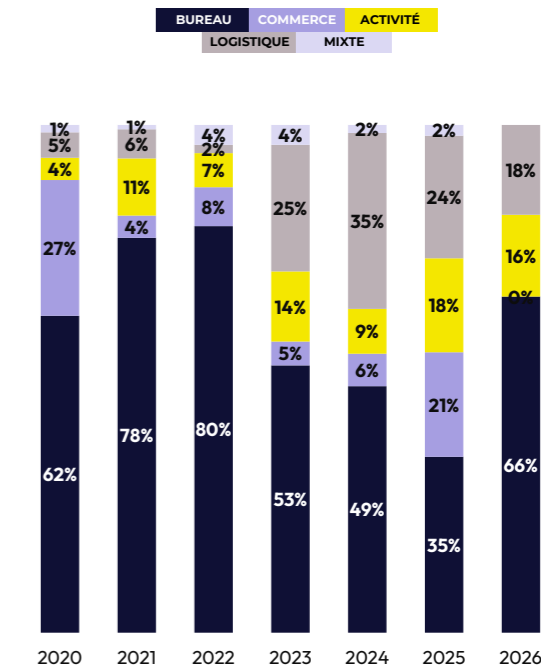
Sur le segment des locaux d'activités, environ 14 millions ont été investis au T1 2026, avec 4 deals contre 7 l'an passé. Il s'agit d'un bilan modeste, en recul de 55 % sur un an et de 48 % par rapport à la moyenne quinquennale. Ce résultat ne traduit pas un désintérêt des investisseurs, bien au contraire. Ce segment bénéficie de la résilience du tissu économique industriel local et du besoin d'infrastructures de production ou de stockage de proximité.

Enfin, le segment du retail est tombé en léthargie au T1 2026. Comme au T1 2025, aucun deal n'a été enregistré sur cette classe d'actif. Depuis quelques années, ce segment est devenu fortement versatile, en s'animant qu'à l'occasion d'un deal d'envergure.



Évolution des montants investis

Sources : CECIM, IMMPROVE



Répartition par classe d'actif

Sources : CECIM, IMMPROVE

Sources : CECIM, IMMPROVE





# 05

## Bureaux : le marché utilisateur

### Un marché asphyxié par les incertitudes économiques

Au premier trimestre 2026, le marché des bureaux lyonnais apparaît en grande difficulté. La demande placée s'élève à 30 898 m<sup>2</sup>, soit l'un des pires démarrages jamais enregistrés sur ce secteur géographique.

Le repli du marché se traduit d'abord par un nombre très limité d'opérations. Selon les données publiées par le CECIM, 99 signatures ont été actées au T1 2026, alors qu'en moyenne, 120 signatures sont actées chaque trimestre (pour rappel, 114 au T1 2025).

L'essoufflement de la demande est sans appel : le volume commercialisé du premier trimestre affiche une baisse annuelle de 33 % et se révèle inférieur de 44 % à la moyenne quinquennale à période comparable.

Plusieurs facteurs expliquent la contraction globale du marché, à commencer par un contexte économique incertain qui freinent la prise de décision en matière de stratégie immobilière.

Cette configuration impacte en premier lieu le segment des grandes transactions. Comme l'an passé, l'absence de transactions > 5 000 m<sup>2</sup> pénalise fortement les résultats du T1 2026. L'activité transactionnelle recule également de manière significative sur le segment intermédiaire. Avec 5 transactions comprises entre 1 000 et 5 000 m<sup>2</sup> contre 12 l'an passé, ce créneau affiche une baisse annuelle de 63 %. Enfin, le créneau < 1 000 m<sup>2</sup> se montre, à nouveau, le plus résilient dans ce contexte difficile de marché. L'activité ne concède qu'un recul limité de 6 %, avec 22 888 m<sup>2</sup> commercialisés à travers

94 opérations. Les usagers privilégient des surfaces plus petites, mais plus qualitatives, poussant la demande vers des immeubles performants énergétiquement et bien localisés.

La hiérarchie des secteurs géographiques se maintient sous l'effet des préférences des utilisateurs, mais tous, sans exception, sont impactés par la baisse d'activité. Lyon intramuros conserve sa première place dans le classement, avec 21 787 m<sup>2</sup> commercialisés (-32 % en un an) et concentre 71 % de la demande placée. Premier quartier d'affaire, la Part-Dieu affiche des résultats très décevants, avec à peine 5 510 m<sup>2</sup> commercialisés en 3 mois, soit un repli annuel de 85%. La tendance baissière est identique sur les secteurs périphériques. La demande placée dans le secteur Grand Lyon Ouest recule de 41 % en un an, tandis que dans le secteur Grand Lyon Est, la baisse s'élève à 30 %.

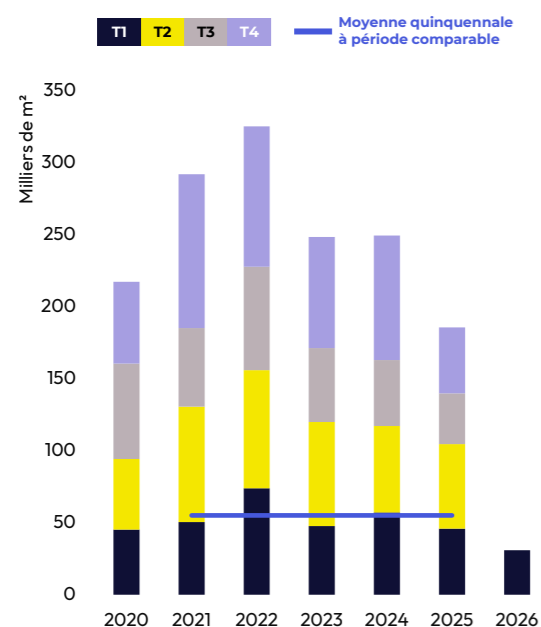
Conséquence directe du ralentissement de l'activité et de la commercialisation de nombreux immeubles en chantier, les disponibilités ne cessent d'augmenter. Mais la vacance reste différenciée selon les secteurs géographiques et la qualité des bâtiments disponibles.

Sources  
CECIM, IMMPROVE

Chiffres-clés au T1 2026  
(sources CECIM, IMMPROVE)

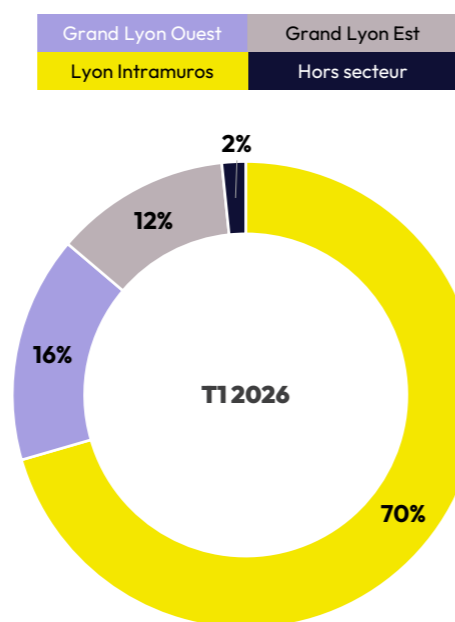
30 898 m<sup>2</sup>  
Demande placée  
-33 % en évolution annuelle

5  
Transactions 1 000 - 5 000 m<sup>2</sup>  
contre 12 au T1 2025



Évolution de la demande placée

Sources  
CECIM, IMMPROVE

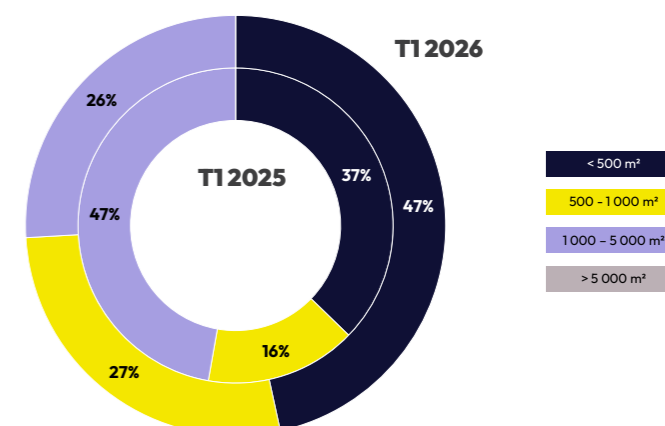


Répartition géographique de la demande placée

Sources  
CECIM, IMMPROVE

Répartition de la demande placée par tranche de surface

Sources  
CECIM, IMMPROVE



## Les bureaux (suite)

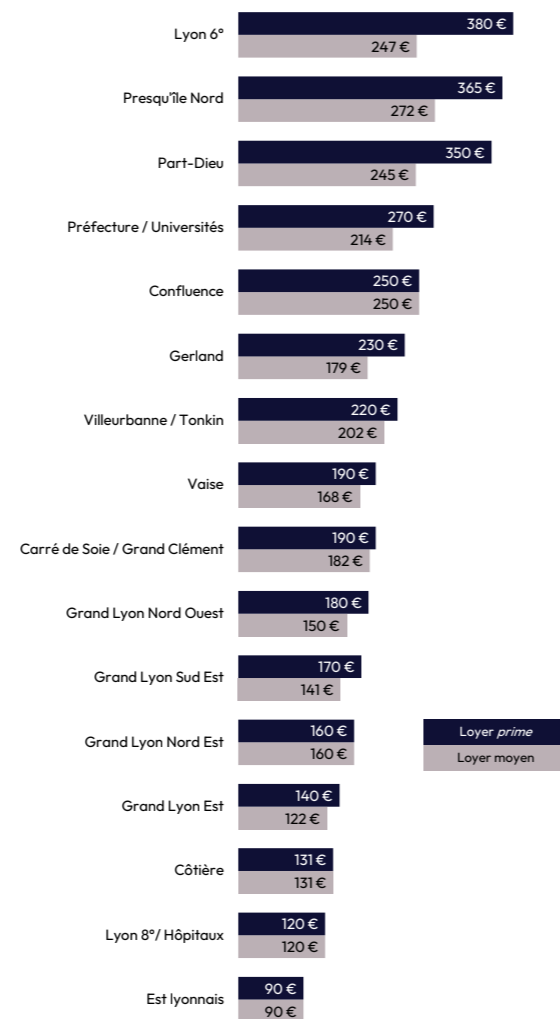
En dépit de cette configuration de marché, les valeurs locatives restent globalement stables et observent des tendances déjà identifiées aux trimestres précédents. Les loyers sont plutôt orientés à la hausse sur le marché du neuf, en particulier dans les secteurs centraux grâce à une demande constante pour des produits de qualité. Ainsi, dans Lyon intramuros, le loyer *prime* se maintient à 380 €/m<sup>2</sup>/an dans le 6<sup>ème</sup> arrondissement de l'agglomération, tandis que les valeurs locatives pour des actifs neufs restent comprises entre 250 € et 350 €/m<sup>2</sup>/an.

Sur le marché de seconde main, la tendance est plutôt à la baisse, sous l'effet de l'abondance de l'offre et des négociations entre propriétaires et locataires. Dans le secteur Grand Lyon Est, le loyer moyen pour des bureaux de seconde main se maintient aux alentours de 125 €/m<sup>2</sup>/an, tandis que, dans le secteur Grand Lyon Ouest, il s'établit à 136 €/m<sup>2</sup>/an.

Concernant le segment de l'acquisition, les valeurs connaissant un repli plus important au premier trimestre 2026, que cela soit sur le marché du neuf ou celui de seconde main. Cet ajustement reste conjoncturel et lié aux mauvaises performances constatées sur le segment de la vente utilisateur (-68 % en un an).

Confrontés à des conditions de prêt plus strictes et à des coûts d'emprunt plus élevés, les acheteurs ont eu plus de difficultés à déployer des capitaux et ont vu leur capacité d'emprunt fortement réduite. Dans les secteurs centraux de la métropole, les prix au m<sup>2</sup> s'échelonnent en moyenne de 4 000 à 6 000 €/m<sup>2</sup>. Dans les secteurs périphériques, les valeurs à l'acquisition sont plutôt comprises entre 2 500 et 4 000 €/m<sup>2</sup>.

Sources : CECIM, IMMPROVE



Les loyers par secteur géographique au T1 2026

Sources : CECIM, IMMPROVE



# 06

## Locaux d'activités : le marché utilisateur

### Un début d'année encourageant

À l'inverse du marché des bureaux, le marché des locaux d'activités de la région lyonnaise affiche sa résilience au T1 2026.

Avec près de 64 000 m<sup>2</sup> commercialisés en 3 mois, la demande placée affiche une hausse de 11 % par rapport au T1 2025. Cependant, elle reste inférieure de 14 % à la moyenne quinquennale, ce qui tend à prouver qu'en dépit d'une certaine solidité, l'activité fonctionne sur un rythme de commercialisation modeste.

Concernant la répartition de l'activité par tranche de surfaces, la tendance s'est inversée par rapport au T1 2025. Les grands utilisateurs se sont montrés plus actifs tandis que la demande des acteurs de taille plus modeste s'est largement tarie. Sur le segment inférieur à 1 000 m<sup>2</sup>, la demande placée recule ainsi de 32 % en un an et enregistre 58 signatures, principalement à mettre au crédit de PME/PMI, contre 80 à la même période l'an passé. Le segment intermédiaire entre 1 000 et 5 000 m<sup>2</sup> renoue avec une tendance porteuse (+39 % en un an), avec 14 signatures contre 11 l'an passé. Enfin, sur le segment > 5 000 m<sup>2</sup>, deux opérations ont été actées (contre 1 l'an passé). Toutes deux sont situées dans le secteur Nord Isère, cumulant 13 570 m<sup>2</sup>, ce qui booste fortement le volume global de la demande placée.

En raison de la rareté de l'offre neuve, le marché lyonnais des locaux d'activités reste majoritairement animé par des transactions de seconde main : ces dernières concentrent 84 % de la demande placée.

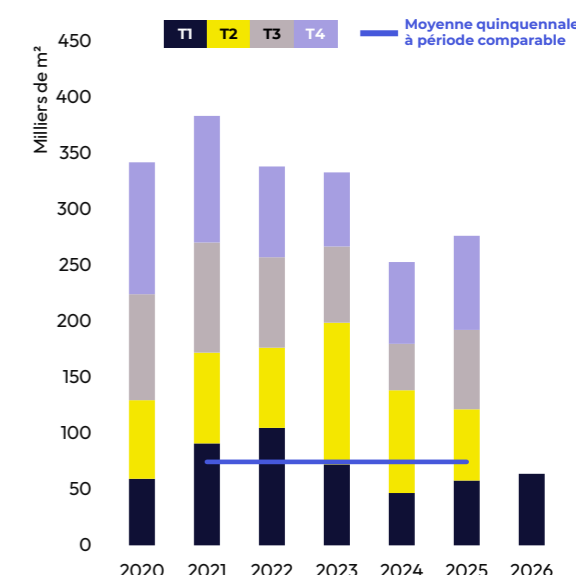
Géographiquement, le marché des locaux d'activités est fortement polarisé autour de l'Est lyonnais, où se concentrent la majorité des disponibilités et des transactions. La demande placée dans ce secteur s'élève à près de 32 000 m<sup>2</sup>, bien qu'elle soit en recul de 21 %. Les secteurs Extérieurs et Ouest opèrent un rattrapage au T1 2026, après une année 2025 difficile, mais les niveaux de commercialisation restent relativement modestes.

Le taux de vacance demeure bas, notamment sur les bâtiments récents, multifonctionnels ou bien situés. À l'inverse, de nombreux bâtiments anciens ou obsolètes peinent à trouver preneur, à cause de leur inadéquation avec les exigences actuelles des utilisateurs. En conséquence, le marché se tend, les délais de recherche s'allongent, et les valeurs locatives ou de vente évoluent à la hausse.

Cette tendance haussière est principalement notable sur le marché du neuf. Selon la localisation et la qualité du bien, les loyers peuvent osciller entre 100 et 130 €/m<sup>2</sup>/an, pour des locaux neufs, entre 80 et 100 €/m<sup>2</sup>/an pour des surfaces de seconde main. Il n'est plus rare cependant de croiser des montants dépassant largement cette fourchette, à plus de 150 €/m<sup>2</sup>/an, surtout si ces locaux d'activités sont associés à des bureaux d'accompagnement.

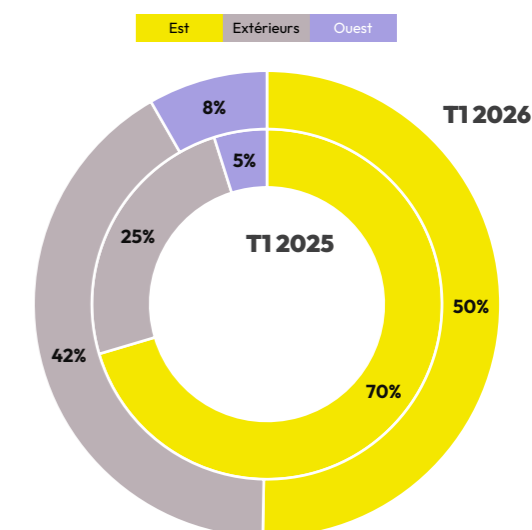
Une tendance similaire est notable sur le marché de l'acquisition : les surfaces de seconde main se vendent généralement entre 800 et 1 600 €/m<sup>2</sup> et jusqu'à 1 200 et 2 000 €/m<sup>2</sup> pour des locaux neufs. Pour des surfaces *prime*, de plus en plus rares, idéalement situées et disposant de bureaux d'accompagnement, ces valeurs tangentent les 2 500 €/m<sup>2</sup>.

Sources : CECIM, IMMPROVE



Évolution de la demande placée

Sources : CECIM, IMMPROVE.



Répartition géographique de la demande placée

Sources : CECIM, IMMPROVE

**+ de 21 000**  
CLIENTS DÉJÀ INSTALLÉS

**+ de 7 600**  
OFFRES À VOUS PROPOSER

**15 ANS**  
D'EXPÉRIENCE

**16 AGENCES**  
9 EN ÎLE-DE-FRANCE ET 7 EN RÉGION



**6 DÉPARTEMENTS**  
AU SERVICE DE VOS AMBITIONS IMMOBILIÈRES



**Agence**



**Capital  
Market**



**Corporate  
Services**



**Commerce**



**Gestion  
Locative**



**Conseil  
Utilisateurs**

**improve**

**Quentin GRAFF**  
Directeur Études & Recherche  
Email: qgraff@improve.fr

**Camille VIGNAUD**  
Responsable Communication  
Email: cvignaud@improve.fr

**Emilie RENTE**  
Chargée d'études  
Email: erente@improve.fr

**Léa MAZZA**  
Chargée de Marketing & Communication  
Email: lmazza@improve.fr

# MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

LYON  
INVESTISSEMENT  
BUREAUX  
ACTIVITES

**improve**